Extrait du Le Vénissian

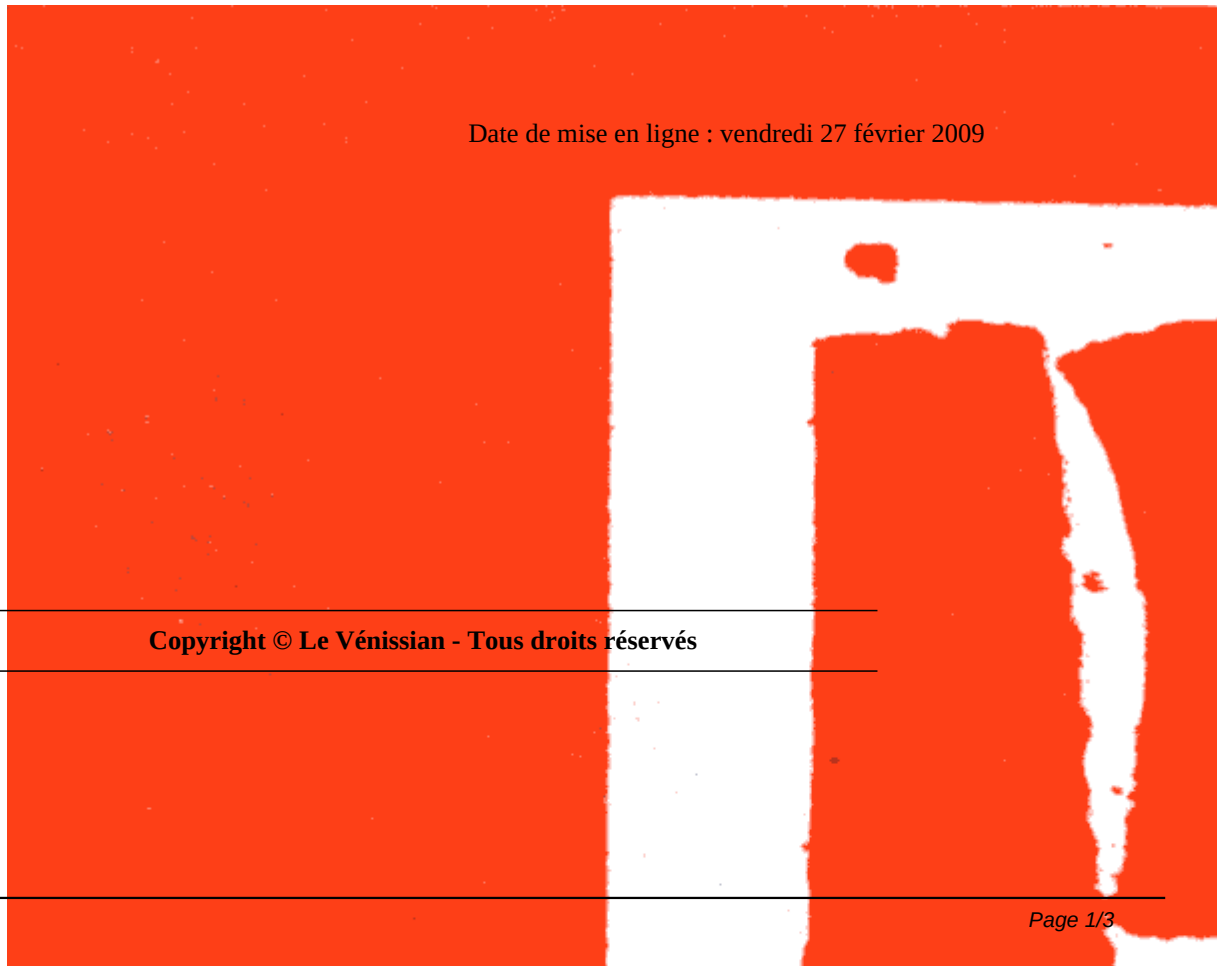
http://levenissian.fr/Un-peu-de-courage-camarades

Après le 29 janvier

Un peu de courage, camarades !

- Vie politique -

Date de mise en ligne : vendredi 27 février 2009



Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le 29 janvier 2009 et ses 2,5 millions de manifestants marquent une rupture dans le quinquennat Sarkozy. Face à la plus grave crise mondiale du capitalisme depuis 1929, le peuple a exprimé fortement son refus de payer pour les riches et les spéculateurs.

Le rassemblement du 29 janvier est porteur de l'intérêt général du pays : défense de l'industrie, du droit du travail, de la protection sociale, des services publics, de l'école... En mettant au centre de leurs revendications les salaires, les manifestants du 29 janvier s'en prennent directement au capitalisme.

Une nouvelle journée nationale est prévue le 19 mars. Amplifions le rassemblement et donnons-lui la force de faire reculer le patronat, Sarkozy et son gouvernement.

Ces derniers, non contents de faire payer la crise au peuple, veulent en profiter pour aggraver l'exploitation et le racket des richesses du pays vers le capital.

La crise devient prétexte à délocalisations, fermetures d'entreprises et licenciements supplémentaires. Les acquis sociaux sont remis en cause, les services publics facteurs d'égalité sont affaiblis et démantelés afin que les multinationales puissent s'emparer de ces secteurs d'activité.

Avec la suppression de la taxe professionnelle, ce sont 28 milliards de cadeaux aux patrons qui sont directement soustraits à l'action publique en faveur des populations. Cette mesure anticipe la réforme annoncée des collectivités locales qui visent à la disparition des communes et départements au profit de superstructures technocratiques éloignées des habitants sur le modèle de la construction européenne. Ce sont des services essentiels à la population qui sont menacés. Le capital a besoin de faire exploser le socle républicain, issu de la révolution française, des luttes de 1936 et 1968, du Conseil National de la Résistance. C'est pour cela qu'il veut substituer au triptyque - commune, département, nation - le trio agglomération, région, europe.

Dans ses conditions, le Parti communiste devrait prendre toutes ses responsabilités et aider le mouvement populaire à trouver une issue aux questions qui lui sont posées.

Au lieu de cela, notre direction nous joue un mauvais remake des collectifs antilibéraux avec le front de gauche et

Copyright © Le Vénissian

prétend changer
l'Europe avec le programme du PGE qui ne remet pas en cause les institutions européennes. Certains au Conseil National s'offusquent même du "sentiment anti-européen des milieux populaires".

Il faut avoir le courage de rappeler ce qu'est la construction européenne : un super état qui vise à dépasser puis nier les nations pour empêcher les citoyens de décider de leur avenir, les éloigner des centres de décision, les décourager de contester afin que le capital ait les mains libres.

On ne peut pas se contenter de dénoncer la politique de l'union européenne, ni d'appeler à une union idéaliste des peuples européens pour changer l'Europe. Pour obtenir de nouvelles et réelles avancées sociales, il faut combattre l'union européenne comme l'institution anti-populaire du capital et rappeler que la souveraineté nationale est la meilleure arme contre ce nouvel empire colonial.

Renoncer à ce combat, c'est poursuivre le renoncement aux idées communistes et tourner le dos à la volonté majoritaire des communistes de faire vivre leur parti, c'est tromper les peuples.

Ne nous laissons pas voler le NON de 2005.

Marie Christine Burricand

Copyright © Le Vénissian